

PATRIYOT

PATI KOMINIS POU LENDEPANDANS EK SOSYALIZM (PKLS)

Nouvelle série n° 98



FÉVRIER 2021

NOUS DÉCONFINER DE LA COLONISATION PAR LA CONQUÊTE DE L'INDÉPENDANCE

NON À LA PRESCRIPTION DU CRIME !



FÉVRIER 1900
AU FRANÇOIS :
LE MASSACRE DES
OUVRIERS AGRICOLES

Répression
CONSEILS AUX MILITANTS

FOK NOU TJENBÉ KANNAVAL NOU !

POUR NOUS DÉCONFINER DE LA COLONISATION NOU SAV SA NOU LÉ

Il est d'usage que les ardents défenseurs du système colonial qui plongent notre pays dans l'enlèvement proclament que les patriotes, du moins ceux qui se battent pour l'indépendance de la Martinique sont contre tout.

S'il est vrai que nous sommes résolument contre la domination coloniale qui conduit inéluctablement notre pays à sa perte et notre peuple à sa liquidation pure et simple ; s'il est vrai que nous sommes fermement opposés à la survivance des institutions coloniales à géométrie variable qui entraînent l'idée que les martiniquais gèrent leur pays alors qu'il n'en est rien ; s'il est vrai que nous dénonçons la malfeasance de cette flopée de politiciens qui pour ramasser les miettes du gâteau colonial se font valets du pouvoir français, nous ne sommes pas réduits qu'à cela, qu'à la légitime dénonciation.

Nous sommes porteurs d'innombrables propositions pour bâtir une Martinique déconfinée de la colonisation.

Nous sommes POUR, POUR, POUR des tas de transformations salutaires et libératrices.

En premier lieu nous sommes Pour que les Martiniquais s'approprient enfin de leur pays.

Nous sommes Pour une véritable démocratie populaire donnant la parole à notre peuple pour les choix politiques décidant de son avenir.

Nous sommes Pour que ses représentants élus soient responsables devant lui et révocables quand ils n'accomplissent pas leur mission.

Nous sommes Pour mettre un terme définitif à l'économie coloniale qui maintient notre pays dans le sous-développement.

Nous sommes Pour que le terroir agricole



accaparé par les esclavagistes et rétrocédé à leur descendants reviennent de plein droit à la collectivité martiniquaise.

Nous sommes Pour que l'agriculture martiniquaise satisfasse en tout premier lieu aux besoins alimentaires de la population.

Nous sommes Pour que toutes les potentialités que nous offrent nos eaux, notre espace maritime, notre sol, notre biodiversité soient exploitées de manière durable et écologique.

Nous sommes pour que l'école soit martiniquaise.

Nous sommes Pour que l'enseignement dispensé soit désaliénant, dispensateur de savoir, ouvert sur notre milieu, notre environnement mais aussi aux cultures du monde.

Nous sommes Pour que l'histoire de notre peuple prenne toute sa place au lieu que celle écrite par le colonisateur avec une gomme à la main.

Nous sommes Pour que la culture de notre peuple depuis ses soubassements soit l'axe central de notre re(construction).

Nous sommes résolument Pour une véritable coopération avec nos voisins de la Caraïbe dans tous les domaines : économique, universitaire, sanitaire, culturel...

Qui peut décemment s'opposer à de telles aspirations ?

Qui peut comprendre qu'elles ne peuvent aboutir avec le maintien de la domination coloniale française ?

Les propager, les défendre, militer pour qu'elles aboutissent, c'est lutter pour la conquête de l'indépendance de notre pays et de la pleine souveraineté de notre peuple.



FOK NOU TJENBÉ KANNAVAL NOU !

La situation compliquée que nous vivons à cause de la pandémie a amené un contexte particulier en ce qui concerne le carnaval.

Les propos les plus divers ont été tenus comme arguments sur le maintien ou non du carnaval, quant aux diverses initiatives à prendre ou à ne pas prendre.

Au-delà des polémiques, le plus souvent dénuées de sens, c'est peut être l'occasion de se pencher sur ce qu'est réellement notre carnaval martiniquais.

Le carnaval est un moment de gaité, de liesse, dans la vie de notre communauté martiniquaise où elle se retrouve pour s'amuser, se défouler, mettre en œuvre sa créativité, affirmer son identité, se libérer du carcan quotidien déterminé par les institutions coloniales.

De par l'histoire il est lié au calendrier de la religion catholique, il est alors positionné comme les dernières festivités avant une période de carême caractérisée par le recueillement, le silence, le retour sur soi, la piété, le jeûne, l'abstinence... Le VAVAL brulé, transformé en cendres, le mercredi est aussi tout un symbole entre autres,

C'est un moment de rencontre où notre peuple fait corps, les - barrières sociales, les vraies- tombent, chacun.e intègre le carnaval par des activités de divertissement sous toutes ses formes, par des initiatives originales sans s'enfermer dans les règles qui conditionnent notre comportement dans la vie courante. C'est une structure de convivialité, un vecteur de transmission intergénérationnelle... Le carnaval a sa place dans toute l'activité culturelle et éducationnelle.

C'est la fête populaire incontournable qui permet une interaction entre acteurs et spectateurs dans la grande majorité de la population. Durant cette période tout est subordonné au carnaval.

C'est une manifestation du syncrétisme qui traduit une liaison entre des héritages de sacré et de profane, venant de notre région Caraïbe, d'Afrique, d'Europe ou d'Asie, modelés par le génie martiniquais dans les musiques, les chansons, les danses, les costumes, les couleurs, les expressions corporelles, les fabrications d'objets divers, les bwabwa et les bwadjak... c'est l'occasion d'expression du talent d'artistes et d'artisans, l'imagination et la fantaisie cherchent à innover, à coller à l'actualité, à valoriser notre patrimoine.

La transgression des règles permet d'inverser les rôles établis dans la société, de gommer les différences entre les sexes, d'affirmer des symboles. Le port de masque (lanné tala i an manniè) permet à chacun.e d'être un individu anonyme pouvant agir dans un espace de « liberté » comme il le souhaite. Les colonisés que nous sommes, se libèrent à chaque carnaval.

De par son contenu, sa forme, ses contours, il illustre sa symbolique de martiniquais, il appartient au peuple martiniquais.



FOK NOU TJENBÉ KANNAVAL NOU

quais. Kannaval-la sé ta tout moun !

Il joue aussi un rôle de soupape dans notre société qui est en permanente ébullition du fait des contradictions du carcan colonial qui nous assujettit. Nombreux sont ceux qui l'attendent pour se vider du stress accumulé.

Ceux qui nous gouvernent sont attentifs à tout ce qui a trait au carnaval car c'est le seul espace qu'ils n'ont pas confisqué, pour le soustraire au peuple et le détourner dans le système colonial aliénant, avilissant. Kannaval-la sé bagay pèp-la ! Aussi nous devons être véyatif pour ne pas être spoliés de ce qui est notre, au profit de gens d'ici et d'ailleurs qui présentent notre carnaval comme une attraction pour les touristes, ce serait sa raison d'être, ils veulent l'aseptiser le « civiliser » pour qu'il soit comme les carnivals d'ailleurs, etc.... Ils veulent en faire une marchandise un facteur avilissant de la société capitaliste, pour empocher des bénéfices.

Notre carnaval a subi des agressions, il a résisté il constitue une colonne soutenant notre culture, notre folklore, notre histoire, notre identité. Certains pensent pouvoir profiter de la situation difficile pour le dénaturer, l'accaparer à leur profit.

**BWA
BWA
CARNAVAL**

PATRIYOT P.K.L.S.

Plus que jamais les menaces sont réelles et il est de notre devoir de lui garantir son authenticité, sa nationalité. Pour cela nous devons le faire vivre au-delà des jours gras, de la période du début de l'année en le nourrissant de nos réflexions, de nos recherches dans tous les domaines de manière constante, lui accordant ainsi toute l'énergie pour sa perpétuité.

Manmay, bagay-la cho, fok pa nou ka atann lè ni mas an lari, pou sonjé kannaval, fo sé toulong nou sonjé'y. kannaval-la an lavi nou, lavi nou an kannaval-la fok pa kité'y tonbé an banmbanm.

Sé nou sel ki pé défann li ek bay banlan !

MATINIK SÉ TA NOU,

KANNAVAL-LA TOU SÉ TA NOU.



KANNAVAL 2021 AN LARI

2021 N° 98 PAGE 4

PA NI ASÉ PWOFSÈ KA PALANTJÉ LANG MATINIK ADAN SÉ LÉKOL LA

Fok pa nou chèché pies kalté eskiz si jòdi pa ni anpil pwofèsè ka fè lang matinitjé lékol, annou pa toujou mété sa asou do la CTM, lakadémi Matinik ouben léta fransé, menn si nou sav yo sanfoutépa-mal .

Jòdi sa vré lang-lan pa oblijé an lékol-la mé i pa entèdi non pli pies toubannman, nou pa jenmen tann yo pini an met lékol pas i ka aprann zélev li épi matjé lang-lan, kivédi an tjekpa divini zépon natirel nou an lanmen sé pwofèsè-a épi sé tout.

Si nou gadé kantité ti manmay lékol ki ni épi sa ka aprann lang-lan, ni anlo, anlo, chimen pou fè toujou, annou gadé sa ki ni :

Matinik ni plis ki 33 000 manmay adan 250 lékol, ni pasé 29 000 adan lékol piblik épi 4000 adan lékol péyé.

Adan 29 000 manmay lékol piblik ni tita plis ki 8000 ka aprann « lang épi kilti kréyol » pou ladministrasion sé L V R C : Lang Vivan Réjional Kréyol é pou pé sa aprann zélev LVRC-tala ni 742 pwofèsè ki fòmé pou sa.

Fok sav asou 742 pwofèsè-tala pa ni anlo ka fè lang-lan alò ki yo ni 1h30 pa simenn pou fè'y, pou anlo met lékol, palé di latousen, lannwel, kannaval, pak épi dot san fè an kout lang matinik sé fè LVRC, annou pa kouyonnen kò nou, annou pa kouyonnen jénes péyi nou, sa sé pito doudouris ouben folklò é sé sa sé zorey-la ka fè épi moun kontan.

Espésialis ti manmay ka di, pou aprann an

dézièm lang ou pa bizwen za fo adan prèmié-a, pli an ti manmay aprann an lang pli bonnè pli i ké konprann li pli bien é anlo létid ka montré ki adan tet an ti manmay dé lang-lan pa ka goumen, yonn ka rédé lot, yonn ka sipòté lot.

Anlo jenn pwofèsè pétet pli alez an panyol épi anglé ki an lang péyi yo, sé an réalité adan sistem lédikasion Matinik, pas adan létid yo lang-lan pa té ni plas-la i té pou ni, kivédi fok dépi latit (tou piti) rivé linivèsité lang nou, lang Matink ni tout plas li.

Ni anlot pwoblem tou, sé zafè fòmasyon-an, es jòdi nou pé di Matinik ni asé fòmatedjok pou koubaré tout frénaj ladministrasion (rektè, enspektè, direktè..) ?

Nou sav ni estaj fòmasyon pou pwofèsè istwa, jéwografi, matématik, espò, fransé épi dot, ni asosiyasion pwofèsè tout bagay, éti ta lang-lan ? Kisiswa lékol, kolej, lisé, poutji tout sé moun-lan ka fè lang-lan pa ka sanblé ? Fout sa té ké bel ! pres 800 pwofèsè sanblé nenpot koté Matinik !

Konba pou palantjé lang matink lékol sé an konba pou pran, sé an konba ka mandé anpil solidarité, sé an konba nésésè, fok pa yonn véyé asou lot pas an pwofèsè sé an édikaté tou, i pou konprann nésésité lang-lan, lang nou, lang matinitjé adan dévlopman lespri an ti manmay é adan sistem lékol Matinik.

Sonjé : **An sel konba ou ka ped sé tala ou rifizé pran!**



RENCONTRE AU MORNE ROUGE



Le 31 janvier le PKLS a organisé au Morne Rouge une rencontre avec les sympathisants du Nord.

Dans le cadre de la fraîcheur péléenne s'est exprimée la chaleur de la solidarité qui anime les actions menées par des militants de diverses causes dans le secteur pour la défense des droits et des intérêts des habitants et des riverains de plusieurs lieux.

Dans son introduction d'accueil Léandre MARIMOUTOU a donné le sens d'une telle rencontre entre militants et combattants de causes justes et légitimes qui offre un enrichissement mutuel et permet une réflexion plus approfondie de la réalité de notre pays pour une meilleure analyse des luttes.

La présentation du quartier Parnasse-Zobéide, a permis de s'appropriier l'environnement rural et de connaître les combats qui ont été menés dans ce quartier et les environs, de faire la liaison avec les luttes d'aujourd'hui particulièrement dans le Nord mais aussi dans toute la Martinique. Dans un tel environnement agricole la question de l'empoisonnement de notre peuple par les pesticides a été soulignée d'autant que des réunions se sont tenues dans le quartier avec des ouvriers agricoles qui en sont victimes.

Jean Pierre ETILE a présenté le PKLS et la ligne politique qui guide ses actions. Il a rappelé combien le Parti était attaché au soutien des luttes des travailleurs, à l'accompagnement des personnes qui sont décidées à se

battre pour leurs droits, aux échanges avec les principales victimes de la politique colonialiste de la France. Il a souligné que nulle solution durable aux problèmes des masses populaires ne peut être obtenue par les institutions du système colonial et combien la conquête de l'indépendance est une nécessité absolue. Il a rappelé qu'en tant que Pati Kominis pou Lendepandans ek Sosyalizm le Parti agissait tant contre le colonialisme pour la libération nationale, que contre le capitalisme, pour le socialisme.



Au micro se sont succédés des membres de différents comités de lutte.

La représentante des occupants légitimes de Pécol à Saint Pierre a retracé combien la lutte a été complexe et que c'est grâce au soutien du PKLS qu'ils ont pu résister à l'expulsion depuis 13 ans pour aujourd'hui parvenir à 2 pas d'obtenir satisfaction

Celui de la Cité Grenade a souligné la gravité de la situation dans laquelle se trouvent les habitants qui habitent dans des maisons bourrées d'amiante qui les tue à petit feu et qui ne peuvent pas faire de réparations. Il a rappelé que jusqu'à maintenant ils n'ont pas de titre de propriété Il a indiqué que c'est le PKLS qui leur a apporté la force pour des actions qui ont permis une amorce de solution. Devant l'inertie des autorités ils organisent bientôt une action auprès de CAPNORD et de la sous préfecture de Trinité.

Un responsable du comité des riverains de la Roxelane a relaté leur situation critique de

RENCONTRE AU MORNE ROUGE



plusieurs maisons du fait de l'érosion des berges de la rivière. Malgré le danger manifeste et de nombreuses démarches effectuées auprès de tous les acteurs concernés (mairie, CTM, CAPNORD, préfecture, DEAL, BRGM...) ils n'ont toujours aucune réponse concrète sinon qu'il y a des études en cours et des études prévues. Il a exprimé sa reconnaissance aux militants du PKLS pour leurs conseils qui leur ont permis de créer une dynamique et de faire bouger quelque peu les responsables.

D'autres participants qui ont mené des luttes dans cette région sont intervenus pour souligner la présence du PKLS à leurs côtés depuis des années et combien la solidarité a permis d'obtenir des résultats positifs et des victoires, certains ont dit que parfois malgré la ténacité les résultats ont été mitigés et qu'il faut faire preuve de patience, d'être optimiste car seule la lutte permet d'obtenir des victoires malgré toutes les difficultés.

Raphael CONSTANT membre du PKLS qui en sa qualité d'avocat a accompagné les intéressés dans leur combat et leurs démarches a insisté sur le fait qu'il ne faut pas attendre des institutions coloniales, y compris les instances judiciaires, une attention particulière à ceux qui se trouvent en difficulté et souffrent sou-



vent de l'inertie des autorités coloniales à tous les niveaux. Il a montré que partout c'est d'abord la détermination des personnes engagées et leur lutte sur une ligne combative, offensive qui permet d'avancer notamment avec la solidarité des autres. Il rappela la ligne politique du PKLS aux côtés des victimes pour la défense de leurs intérêts sans arrière-pensée électorale puisque le PKLS ne participe pas aux élections coloniales.

Ce fut une rencontre intéressante, enrichissante qui a conforté les échanges, renforcé la solidarité entre combattants et qui encourage à la poursuite des luttes pour parvenir à la victoire.

***ANSANM SÉ
POU LAVIKTWA
NOU KA ALÉ !***

Site pkls

<http://www.pkls.org>

mail: pkls@pkls.org

mail: pkls.matnik@gmail.com

PEYI-A PAR CI, PEYI-A PAR CI, PEYI-A PAR LÀ, SILON KI VAN ?

Depuis sa création, le parti, porté sur les fonds baptismaux par Nilor et Nadeau, est porté sur tous les fronts et à toutes les sauces.

Ainsi, lors de sa rentrée politique le 17 janvier, on retrouvait pêle-mêle les nouveaux maires Nella (Ducos), Tavernier (François), Cléon (Vauclin), une importante délégation de RDM menée par Lise, la députée du Nord, ancienne alliée de Azérot, etc...

Quelques jours plus tard, Nilor répondait présent à l'appel de la maire du Morne Rouge (de droite) qui dit vouloir créer une nouvelle donne politique en côtoyant la droite de Monplaisir et le PPM.

Dans le même temps, il est aussi présent au procès de Kéziah le 9 novembre 2020.

Nilor a été aussi à l'origine de la signature des parlementaires martiniquais demandant en mai dernier à Macron d'avoir à dire leur mot sur la gestion de l'épidémie.

A la CTM, les élus « niloristes » ont quitté le navire de Chaben. Un jour, ils votent avec, un jour contre et souvent s'abstiennent, comme dans l'affaire de Segueineau.

Il ne se passe plus un mois sans que Nilor ne fasse une tonitruante intervention à l'assemblée nationale française.

Il est évident que toute cette énergie et cette multiplication d'interventions annoncent une prochaine candidature aux élections territoriales.

Avec qui car les places seront chères ? Et surtout, pour quel programme ?

Car si Nilor parle beaucoup, on connaît peu ou pas du tout son programme. Au nom d'une supposée grande unité de tout le monde, on ignore les perspectives politiques du député du sud.

Péyi-A est-il un parti patriotique ? Indépendantiste ? Souverainiste ? Anticolonialiste ? Assimilationniste ? C'est un mystère !

Sur le plan de l'analyse de classe, on n'en sait pas plus. Récemment, Nilor a accusé Marie Sainte (secrétaire du Mim, porte-parole du

Conseil Exécutif) de favoriser les multinationales dans l'attribution des marchés. C'est peu. Tout au plus, une critique de la pratique « dictatoriale » de Marie Jeanne et de l'absence de « relation démocratique » entre le Conseil Exécutif et l'Assemblée, rejoignant ainsi les critiques de Lise. Mais cela ne fait pas un programme politique.

Près d'un an après, la création de Péyi-A n'a rien apporté au paysage politique martiniquais. Cela ressemble, comme le PPM ou le MIM, à la mise en place d'une nouvelle machine électorale qui veut au nom de « l'unité » remporter les suffrages des rares électeurs martiniquais.

Il était déjà peu perceptible, au-delà des injures et autres imprécations, de savoir pourquoi Nilor était en rupture (ou inversement) avec Marie Jeanne, on constate que les pratiques politiques se rejoignent. On est avant tout dans la posture sans programme politique clair par rapport aux drames que connaît notre pays : dépendance, chômage massif, émigration importante, empoisonnement, etc...

Dans la situation actuelle, notre peuple n'a pas besoin d'un parti électoraliste de plus ou encore moins d'un leader supposé providentiel. Ce qui est nécessaire, c'est la définition d'une politique d'un programme anticolonialiste clairement indépendantiste, populaire, anti-béké, anticapitaliste, pour convaincre les masses d'y adhérer.

Les coalitions du PPM, du MIM, de Monplaisir ou Péyi-A ne remplissent pas ce rôle.

C'est à un pôle résolument patriotique, anticolonialiste et populaire de s'inscrire dans cette perspective pour hâter la libération nationale et sociale de notre peuple.



CONTRE LA REPRESSION : SOYONS VIGILANTS ET GARDONS NOTRE DIGNITE.

L'année dernière, c'est par dizaines que des jeunes martiniquais se sont fait interpellés, ont été placés en garde à vue et pour certains poursuivis devant les tribunaux. Même sous couvert de lutte contre les violences, il est clair que ces arrestations se situent dans un cadre politique où le pouvoir colonial, avec ses policiers, gendarmes, juges et autres sbires, veut endiguer la montée de la protestation contre l'empoisonnement de notre pays. Il ne faut pas oublier que la répression a commencé quand des blocages des supermarchés du magnat B. Hayot ont été organisés par ces jeunes. C'est bien la preuve que pour l'état colonial, il ne faut toucher à la caste béké des descendants d'esclavagistes. Pendant ces mois, cette jeunesse militante a fait l'apprentissage de la violence policière et de l'inhumanité de la justice française.

Répression CONSEILS AUX MILITANTS

Il importe de rappeler quelques règles qui n'ont rien d'original mais ont été utiles à tous les mouvements progressistes et démocratiques faisant face à un régime réactionnaire et oppressif.

Première règle : il ne faut faire aucune confiance aux sbires du pouvoir qu'il soient policiers, gendarmes, gardiens de prison, procureurs et juges. Certains peuvent paraître sympathiques, aimables et d'autres vindicatifs. Quelle que soit leur expression, ces fonctionnaires de l'État ont comme mission de le défendre, quitte à violer les droits ou la démocratie.

Seconde règle : ne rien dire, ne pas faire de confidences, ne pas parler même de ce qui peut paraître secondaire. Face au militant, il y a un système. L'erreur serait de penser qu'on peut louvoyer, tromper, bernier. Penser qu'en parlant, vous allez convaincre quiconque parmi ces personnages est une erreur. Ils sont à l'affût de toutes les informations, les ragots, les contradictions, les dénonciations. Ils adorent monter les uns contre les autres car en divisant, ils pensent régner. Donc pé !

Si le dossier contre le militant est vide, ce n'est pas lui à le remplir en parlant. S'ils ont des choses des faits ou preuves contre le militant, ils les utiliseront. Autrement dit, c'est un leurre de croire qu'il faille participer à leurs jeux cruels de faire peur ou de faire des pressions. Le militant aura tout le temps de voir ce qu'on a contre lui quand il pourra avoir accès à son dossier. Avant, rien ne sert de parler.

Troisième règle : ne parler qu'en toute connaissance de cause. Quand vous connaissez le dossier par vous-même ou à travers votre avocat, le militant peut apprécier la réalité. Cette réalité n'est pas un théâtre. Le militant joue sa liberté et son avenir. Ce n'est pas un choix à la légère. Cela mérite réflexion pour définir la meilleure stratégie de défense.

Quatrième règle : la solidarité doit rester la règle. L'objectif des sbires du pouvoir est de diviser le mouvement et la solidarité entre militants, de faire l'un accuser l'autre au nom d'une vérité qui a été créée. Le militant ne



CONTRE LA REPRESSION : SOYONS VIGILANTS ET GARDONS NOTRE DIGNITE.



gagne rien à accuser un autre militant sinon que ce dernier le fasse aussi. Le rêve des oppresseurs est de diviser les opprimés pour mieux les tromper.

Cinquième règle : le militant doit compter sur lui-même et ses camarades, tant ceux qui sont dehors que ceux qui ont été arrêtés. Ce sont les militants qui doivent définir la stratégie judiciaire et non les avocats. Les avocats doivent aider les militants à définir une stratégie judiciaire pour le procès et non les remplacer car ce ne sont pas les avocats qui risquent leur liberté. Ceci n'empêche que le militant doit avoir des rapports de confiance avec son avocat.

Sixième règle : le militant doit rester toujours rester un militant. Au commissariat, à la gendarmerie, au palais de justice, à la prison. Il doit continuer à porter la dignité et le respect de lui-même, de son combat et de ses

idées. A défaut, il perdra la capacité de résister aux humiliations, aux violences des différents oppresseurs.

Septième règle : ayons conscience qu'ils sont des criminels en qui nous ne pouvons avoir aucune confiance et que nous ne serons jamais comme eux car nous devons garder notre humanité pour gagner et rester fidèles à nos valeurs.



La répression est la fille légitime du pouvoir colonial car il est dans la nature de ce régime de chercher à réprimer par tous moyens, légaux et illégaux, ceux qui le combattent pour la liberté et la dignité. Elle est donc inévitable et peut prendre les aspects les plus divers (arrestations, tortures, meurtres etc...) selon les périodes et le niveau de la lutte.

Veillons à ce que les dégâts de cette répression soient le moins important possible.



NOUVEL ANDIDAN PÉYI NOU MATINIK

FEMINICIDE

Le mois de janvier a vu la condamnation à perpétuité d'un homme qui a sauvagement assassiné son ancienne compagne puis violé la fille de cette dernière. Quelques semaines avant, c'est un autre féminicide au travers duquel un accusé comparaisait pour avoir tué son ex-copine et ses deux enfants. Il a été condamné à trente ans.

Ces affaires montrent le plus souvent qu'il y avait des signes annonciateurs de ces drames sans que ceux-ci n'aient été pris en compte par les services ou administrations compétents, en particulier la police, la gendarmerie ou les services du parquet.

La question de la violence dans la société martiniquaise n'est pas prise en compte par l'administration française, dans toutes ses composantes. Elle est constatée, dénoncée mais aucunement traitée comme il se doit, et en premier lieu à l'école.

Il faut aussi dire que la source de la violence est aussi sinon principalement coloniale. Entre autres, depuis plusieurs semaines, des associations comme l'Assoka, Culture Egalité et le Nid dénoncent le traitement fait aux femmes étrangères en Martinique par la Préfecture.

En Martinique, le féminisme ne peut être qu'anticolonialiste.

CARNAVAL

Avec la crise sanitaire, la problématique du carnaval s'est rapidement posée dans des termes polémiques. Dès le second dimanche de janvier, un « vidé » a eu lieu dans les rues de Fort de France déclenchant une réplique totalement aberrante et anti-pédagogique du Préfet colonial. Il a menacé les jeunes des foudres de la répression s'ils continuaient à faire des vidés. Immédiatement, le maire de Fort de France a pris le relais. Ceci a créé une importante réaction au sein de la population. La guerre a dû reculer et est entrée en négociation avec les groupes carnavaliers pour envisager des parades au stade Pierre Alikier.

De même, de nombreux jeunes ont décidé

de se lancer dans des vidés provocateurs sur le ton « *Dapré yo, nou konfiné* » au Lamentin et à Fort de France.

Cela illustre l'absence de toute crédibilité de l'État colonial et de ses alliés.

Il est évident que le carnaval ne peut se passer comme si la crise sanitaire n'existait pas. Mais, ce n'est ni avec la répression, ni l'arrogance, ni des interdictions administratives que se résoudra cette question.

ONF

Le combat pour la dignité avance.

Même au sein d'un des organismes les plus cyniques de l'état colonial, destructeurs de maisons de martiniquais et protecteurs des biens des békés, l'Office National des Forêts (ONF), les travailleurs ont entamé un mouvement pour se plaindre du management et de leur traitement par la direction.

CALIFORNIE

Les habitants de Californie au Lamentin expriment leur mécontentement.



Le quartier Californie au Lamentin est un ancien quartier qui depuis 50 ans au fil des ans a été entouré, enfermé, coincé, au détriment des conditions de vie des habitants.

Il y a 50 ans le plus grand projet industriel de Martinique, la raffinerie de pétrole (SARA), était implanté dans ce lieu en bord de mer près du port et pas loin de l'aéroport.

Depuis la raffinerie n'a cessé de prendre de l'importance mais aussi l'aménagement de ce secteur n'a pas été pensé dans l'intérêt de la population qui s'est trouvée exposée aux ris-

NOUVEL ANDIDAN PÉYI NOU MATINIK

ques majeurs générés par une telle entreprise qui est classée SEVESO à haut risque.

De plus les responsables de la gestion des risques industriels n'ont pas assumé leurs responsabilités en matière de prévention et de sécurisation des personnes soumises aux risques tant en ce qui concerne les dispositions en matière d'urbanisme et d'aménagement que pour l'information des riverains.

Ainsi tout autour ont été implantées des entreprises de toutes sortes augmentant les risques d'accidents technologiques et générant une fréquentation accrue du secteur qui connaît un trafic routier impressionnant qui asphyxie le quartier.

Voilà que la SARA dans une poussée fiévreuse de générosité décide de se doter d'une usine de dessalement pour ses besoins afin de laisser aux malheureux lamentinois.es et martiniquais.es l'eau potable devenue si rare en Martinique, carence dont souffrent nombre de foyers à cause des élus responsables de l'eau qui ont montré et démontré le peu de cas qu'ils font de la situation des Martiniquais.es même en ce qui concerne ce qui est le plus essentiel, l'eau !

La réalité c'est que la SARA dans sa démarche égoïste de capitaliste ne propose pas de contribuer à l'amélioration de la fourniture en eau de la population mais cherche à profiter du bien commun qu'est l'eau de mer, et qui plus est, va polluer la baie de Fort de France qui souffre déjà tant de pollution. En outre ce sera des nuisances supplémentaires pour les habitants du quartier.

Le problème existant à Californie ne concerne pas seulement les habitants du quartier, ni seulement la population du Lamentin, mais tous les Martiniquais.es qui sont de près ou de loin exposés aux risques technologiques et en cas d'accident c'est toute la Martinique qui sera affectée.

Cette situation pose de manière patente le problème majeur de la sécurité de notre peuple, ainsi que celui de l'aménagement de notre territoire.

Nous soutenons pleinement les habitants

de Californie dans leur juste et légitime combat contre leur étranglement, pour des conditions de vie décentes.

COLAS

Les travailleurs de la Colas, fleuron capitaliste du BTP, sont mobilisés vent debout depuis que le patron a annoncé un (eh oui, cela s'appelle comme cela) plan de sauvegarde pour l'emploi (PSE) prévoyant une bonne trentaine de licenciements. Il ne fait guère de doute que le patronat va prendre prétexte de la crise sanitaire pour provoquer des « dégraissages » massifs. Cela a déjà été le cas au Palais de Madiana où la famille Elysée a fait le ménage.



Le combat des travailleurs de La Colas est important car il en annonce d'autres. Il faut

que le mouvement syndical comprenne qu'il faille une réponse et riposte d'ampleur sinon il y a ura encore beaucoup de PSE.

Le PKLS affirme sa solidarité à ces travailleurs en lutte.

HÔPITAL DE TRINITE

SANTÉ NOU AN DANJÉ

Depuis septembre 2020, les agents de l'hôpital de Trinité ont entamé une nouvelle grève pour obtenir des conditions de travail dignes de ce nom et dignes des patients qui y sont reçus. Rarement, un tel mouvement syndical a fait un tel travail d'information près des médias, des « zélus » et de la population. Cette lutte a déjà démontré la duplicité des autorités puisqu'il a été découvert qu'aucune démarche n'avait commencé pour la construction d'un nouvel hôpital.

Au mois de janvier les négociations ont continué avec une direction qui joue à faire traîner les choses.

Un nouvel incident a montré l'importance des revendications des travailleurs. Un indivi-

NOUVEL ANDIDAN PÉYI NOU MATINIK

du est entré dans l'hôpital et agressé une patiente âgée. C'est une nouvelle illustration de la dégradation des locaux, et des conditions de travail y compris sur le plan de la sécurité.

Les travailleurs ont décidé de mener des actions de plus grande ampleur à partir du mois de février.

Le combat des travailleurs de la santé de Trinité mené par les syndicats est juste et il concerne tout le peuple martiniquais.

LA POSTE

MOBILISATION A POUR LA REINTEGRATION DE ZOBAL

Kévin Zobal a été licencié au mois de décembre 2020 par La Poste. Informaticien, travailleurs irréprochable, responsable syndical, en juin dernier, Zobal a protesté contre le fait que la seule protection qui lui était donné était de masques achetés en 2009, soit depuis plus de dix ans. Devant l'incapacité de sa direction à lui montrer qu'il était protégé, Zobal s'est mis en droit de retrait, comme le permet le code du travail et comme l'a d'ailleurs validé le CHSCT se trouvant à Paris. La direction l'a considéré comme en abandon de poste et l'a licencié pour faute grave après un conseil de discipline sans accusé, sans défenseur et sans témoins !!!

Depuis, un important mouvement de solidarité se développe dans et hors la Poste avec des blocages des lieux de travail.

Le PKLS soutient Zobal dans son combat car il ne fait guère de doute que La Poste a voulu se débarrasser d'un militant syndical.

REUNION DU PKLS

Le 31 janvier, le PKLS a organisé au Morne Rouge une rencontre avec militants et sympathisants du nord.

Ce fut une journée de réflexion, d'échanges, de partage.

Les comités de lutte de Pécol, Cité Grenade et Roxelane qui étaient présents ont relaté leur lutte et souligné l'action positive du PKLS.

Les débats ont porté sur ce qu'est le PKLS et sa politique ainsi que sur les luttes actuel-

les .

LUTTE CONTRE L'EMPOISONNEMENT

Après le crime, le cynisme. Les juges chargées depuis 15 ans des plaintes contre l'empoisonnement par le chlordécone de Guadeloupe et Martinique, ont annoncé dans des audiences en visioconférence qu'ils envisageaient de clôturer le dossier par un non-lieu du fait de la prescription.

Outre l'aspect juridique, la réalité politique démontre que l'état français qui a participé au crime d'empoisonnement avec la caste béké ne veut ni de la vérité et encore moins de la réparation. Le clownesque plan IV le démontre.

Les réactions ont été nombreuses de diverses organisations et associations.

Le Collectif des Ouvriers Agricoles dont une délégation a été reçue au Sénat français a aus-



si dénoncé ce projet de non-lieu.

Le PKLS qui n'a jamais fait confiance ni à l'état colonial, ni à sa justice a dénoncé l'impunité des criminels.

PANDEMIE

Durant le mois de janvier et le début de février, le nombre d'infections est resté stable, aux alentours de 60/70 par semaine avec environ une dizaine d'hospitalisés et quelques unités en réanimation.

L'ARS a annoncé en fin de mois de janvier qu'une personne avait le variant anglais. Il y aurait trois variants circulant dans notre pays.

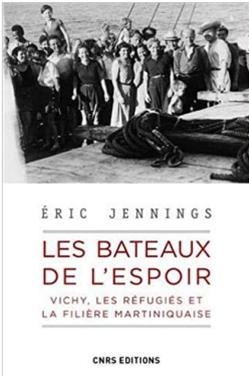
Les vaccinations ont commencé vers le 7 janvier. Elles avancent lentement.

Comme à son habitude, sans concertation, le préfet prend des décisions arbitraires. Il a été institué la nécessité d'un motif impérieux pour rentrer ou sortir de Martinique.

CHRONIQUE DE LIVRES

« LES BATEAUX DE L'ESPOIR » « Vichy, les réfugiés et la filière martiniquaise »

de E. JENNINGD (CNRS Editions)



L'auteur est un universitaire québécois. Il a déjà écrit un livre intitulé « Vichy sous les tropiques » (Grasset 2004).

Dans cet ouvrage, il évoque comment de la mi-1940 à fin 1941, il fut mis sur pied un projet visant à faire des milliers de « réfugiés » du régime vichyste à quitter la France pour l'Outre-Mer. Curieux mélange d'une démarche tout à la fois xénophobe et humanitaire, c'est un ministre de l'intérieur Peyrouton qui en fut à l'origine. L'auteur décrypte tout cela.

Au travers de ce livre, il décrit la Martinique vichyste en mettant en avant son aspect raciste et pro-béké. Ce chapitre 5 est intéressant au regard de ce qui a déjà été écrit sur le régime de l'Amiral Robert.

Le livre détaille l'accueil des réfugiés, leur mise en quarantaine, la création de deux camps, un à Balata, l'autre, le Lazaret, à la Pointe du Bout avec des conditions de vie difficiles. L'auteur cite nombre de destinées de ces réfugiés, pour souvent de passage, car leur objectif est, ou les USA ou l'Amérique du Sud

C'est aussi l'occasion de montrer les foisonnantes rencontres entre certains de ces réfugiés, Breton, Lam et les intellectuels martiniquais qui venaient de publier la revue « Tropiques ».

ABSOLUMENT CAPTIVANT

« OUIGHOURS, pour en finir avec les « fake news »

de M. VIVAS (La Route de la Soie- Editions)

Maxime Vivas

Ouïghours
pour en finir avec les fake news

La Route de la Soie - Éditions

L'auteur se situe manifestement dans la mouvance combattant la campagne anti-chinoise qui actuellement fait florès en Europe et en Amérique du Nord.

Ayant voyagé deux fois dans le Xinjiang qui se trouve au nord-ouest de la Chine, il témoigne du caractère mensonger de la politique de génocide que mènerait Pékin vis-à-vis de la minorité Ouïghour. Il décrit les 56 ethnies qui y vivent et dont aucun n'a à renoncer à sa langue, sa culture, ses religions. Il dénonce les informations ne s'appuyant pas sur des enquêtes sérieuses.

Il va décortiquer ceux qui alimentent cette campagne anti-chinoise, montrer les différents courants et préciser leurs financeurs, principalement la CIA et sa fameuse NED.

On ne pourra plus lire les attaques contre Pékin qui assume sa lutte antiterroriste de la même manière.

INTERESSANT

« HISTORIAL » (n°6 – janvier - février 2021)

Cette revue fait partie du groupe Open Soft System d'Eddy Marajo. Elle a le défaut de paraître irrégulièrement. Elle contient souvent des dossiers intéressants sur l'histoire même si leur niveau est discutable et inégal.

Ce numéro du début d'année est à cet égard remarquable. Il contient deux dossiers qui interpellent, un sur l'affaire Beauregard (avec une interview de son neveu, Alex Ferdinand) et l'autre sur l'Insurrection du Sud. On retrouve aussi des articles sur Victor Hugues en Guadeloupe, l'attaque de la Baie des Cochons à Cuba, les révoltes nationalistes à Puerto Rico, les japonais en République Dominicaine.

DÉZOUTWA NON CHANTÉ KANNAVAL MATINIK

PAPIYON VOLÉ

Papiyon volé, sé volé nou ka volé,
Papiyon volé, sé volé nou ka volé.

RAVET MÒDÉ

Ravet mòdé (2), ravet mòdé chouna Nana,
Ravet mòdé (2), ravet mòdé chouna Nana

A BOLÉRO

A, boléro, pa lévé lanmen si drapo
Si'w lévé lanmen si drapo, ou kay lévé lanmen si manman'w alò

ABI ABI É DJAB-LA

Abi (3) ay manman, mi djab-la déwò
Djab-la ka mandé an timanmay, an timanmay ki san batenm

BO FÈ-A

Bo fè-a (2), yo pété lonba Lilit
Bo fè-a(2) yo pété bonda Lilit

BÉSÉ BA

Mésié zé dam bésé ba (3) bé-sé-ba
Lé kavalié bésé ba (3) bé- sé-ba

AN PIJAMA

An pijama lévé an pijama, dé makoumè
An pijama lévé an pijama, dé makoumè

BRAVO VAVAL BRAVO

Manmay-la mwen vini wè zot, bravo Vaval bravo
Mwen vini pou anmizé zot, bravo Vaval bravo

BANBAKOLA

Woz Emé, Woz Emé manmay-la, Banbakola
Woz Emé, sé an malpwop manmay-la, Banbakola

BÈNA MALÉLIVÉ

Si ou té mandé mwen, mwen té ké ba'w, Bèna malélivé
Pli i gwo, pli i bel, pli i apétisan, Bèna malélivé

TIRÉ LANMEN'W AN BAGAY-LA

Tiré(3) lanmen'w
Tiré lanmen'w an bagay-la

LANMEN NWÈ

Lanmen nwè(2)
Lanmen nwè toubannman

JÎLO JÎLO

Jilo Jilo, dé boul
Konbien boul manman'w ba'w ? dé boul

VAVAL KA KITÉ NOU

Magré tou sa nou fè, Vaval ka kité nou
Magré lavi-a bel, Vaval lé kité nou

SA KI PASÉ AN FÉVRIYÉ LÉ ZOT LANNÉ

FÉVRIER 1900... AU FRANÇOIS : LE MASSACRE DES OUVRIERS AGRICOLES PAR LA SOLDATESQUE COLONIALE FRANÇAISE

En 1900 la Martinique n'est qu'à 52 ans de la Révolution antiesclavagiste de 1848. L'économie coloniale repose essentiellement sur la canne à sucre qui alimente l'industrie sucrière et rhumière.

Le salaire des ouvriers agricoles et des ouvriers d'usine est en réalité un salaire de misère. À chaque début de la récolte de la canne les ouvriers réclament des augmentations de salaire. Pour obtenir de maigres augmentations ils se voient contraints de se mettre en grève.

Pour accroître l'efficacité de leur action ils adoptent un moyen de lutte particulier. Quand la grève est déclenchée sur une habitation ils se rendent sur les autres habitations pour inciter les travailleurs à s'associer au mouvement. C'est la formule de la grève marchante.

En cette fin du 19^e siècle les conditions des travailleurs sont particulièrement difficiles car les patrons augmentent les taches et diminuent les salaires des ouvriers.

La principale revendication est l'obtention d'un salaire minimum de 2 francs par jour qui avait été pratiqué quelques années auparavant.

En février 1900 la grève débute le 5 sur les habitations de Sainte-Marie. Elle s'étend sur celles de Marigot.

Dans les jours qui suivent elle prend de l'ampleur et touche des habitations du Lamentin. Les grévistes cherchent à obtenir le soutien des ouvriers des usines.

À l'occasion de chaque grève les békés propriétaires des habitations et des usines font appel au gouverneur pour réprimer les mouvements de grève. Février 1900 n'échappe pas à « la règle ». Le gouverneur GABRIË dépêche les gendarmes à

Trinité. Plusieurs grévistes sont arrêtés. La grève ne faiblit pas pour autant. Le 7 février des centaines d'ouvriers sont mobilisés dans le Nord de Basse-Pointe à Trinité.

Le 7 Février des incidents ont lieu à l'usine du Robert.

Le 8 Février les grévistes se retrouvent devant l'usine du François.

C'est là que le lâche assassinat des gendarmes se produira. Face à des ouvriers réclamant une rémunération un peu plus juste ils n'hésitent pas à tirer sur les grévistes sans aucune sommation.

Dix ouvriers sont mortellement atteints de nombreux autres sont blessés dont plus d'une dizaine grièvement.

Cette barbarie sanguinaire des forces de répression coloniales ne fit que décupler la détermination des grévistes qui bénéficièrent du soutien des travailleurs des usines.

La grève s'étendit dans le Sud et le 10 Février de premières négociations débutèrent à Sainte-Marie.

À cette époque les centrales syndicales n'existent pas et les grévistes négocient séparément avec les patrons des différentes habitations et des usines.

À Rivière-Salée des négociations sont entamées avec les Hayot propriétaires de deux usines.

La grève marchante touche Fort de France et les habitations qui alimentent l'usine de Dillon.

Après l'assassinat du François et l'entêtement des békés la tension est vive.

Finalement c'est le 15 Février qu'un accord global intervient à Rivière-Salée.

Les ouvriers obtiennent une augmentation de cinquante pour cent, une réduction

SA KI PASÉ AN FÉVRIYÉ LÉ ZOT LANNÉ

FÉVRIER 1900 ... AU FRANÇOIS :

LE MASSACRE DES OUVRIERS AGRICOLES PAR LA SOLDATESQUE COLONIALE FRANÇAISE

de la tâche de canne, l'interdiction des renvois pour fait de grève, un assouplissement des pratiques drastiques dans les conditions de travail et de rémunération imposées dans les plantations.

Le 21 Février le travail reprend dans les usines mais dans une atmosphère particulière. Comme à leurs habitudes les patrons une fois leur frayeur passée manœuvrent pour reprendre ce qu'ils avaient dû lâcher. En violation de l'accord ils refusèrent d'embaucher bon nombre de ceux qui avaient participé au mouvement de grève. Pour punir les autres ils réduisirent les travaux mettant de fait au chômage une partie des effectifs des usines et des habitations. Sur plusieurs habitations ils ignorèrent purement et simplement l'accord ramenant les salaires à la situation d'avant la grève.

La scélérateuse des békés ne resta pas sans réaction : on releva qu'à cette période alors que la grève était terminée que des incendies se déclarèrent sur diverses habitations anéantissant nombre d'hectares de canne.

La répression coloniale ne se contenta pas du massacre des 10 ouvriers. Loin de poursuivre les auteurs du crime et en particulier le lieutenant à la tête du détachement des soldats qui avaient tirés dans le dos des grévistes au François, la « justice » des dominants condamna à des peines de prison 45 grévistes considérés comme des « meneurs ».

La grève de février 1900 la première grande grève de notre pays est incontestablement une grande page de l'Histoire de la Martinique.

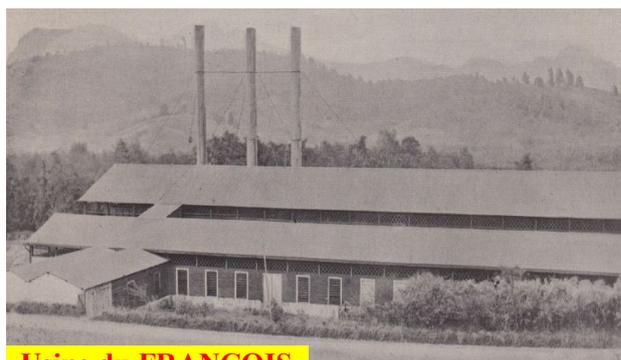
Elle eut un retentissement international. La presse socialiste de France, le grand dirigeant socialiste Jean Jaurès, condamnerent « la tuerie du François de grand crime de la bourgeoisie dominante ».

Ces événements retinrent l'attention de Lénine qui séjournait à Paris.

Au niveau de la Martinique cette grande grève de février 1900 fit ressortir la nécessité de l'organisation des travailleurs au sein de syndicats.

Dans la même année des syndicats de travailleurs virent le jour dans divers secteurs d'activité : la maçonnerie, la métallurgie, le commerce, l'agriculture avec les petits exploitants agricoles.

Sur le plan politique la conscience de classe s'affermi donnant naissance au mouvement socialiste en Martinique.



Usine du FRANÇOIS

Résister. | Unir. | Construire
une alternative.

POU RI

Ni jwé chouval ! épi monté asou chouval !

Nou sav Matinik ni anlo nonm ek fanm ka jwé jé chouval toulong.
An jou adan an débi-laréji anvil dé kanmarad ka jwenn é yonn ka di lot :
Boug, ou sav ni lontan man anvil jwé an kout chouval mé man pa konnet an patat adan tou sa !

Kanmarad-la ka di'y :

Mwen non pli man pa espécialis mé man ni ti teknik mwen ka maché é ki za fè mwen grenyen bon lajan dann ! ou pé éséyé konpè !

Asé di !

Kouté bien, konté konmen bouton ou ni an chimiz ou !

I ni senk (5) !

Gadé konmen ou ni an fouk pantalon'w !

I ni kat (4) !

Pou dèniè-a katjilé konmen fwa ou ka fè lanmou épi madanm ou adan an mwa !

Woy ! Woy ! Woy ! annou mété trez (13) !

Kidonk oswè-a ou ké jwé adan lod-tala : 5 – 4 – 13

Oswè rivé mon boug kontan kon an pap épi lè i wè rézilta matjé asou télé-a : 5 – 4 – 1

Misiè rélé anmwè : Landjet sa ! patat- koko ! si man té di lavérité asou nonb di fwa épi madanm mwen man té ké an wa oswè –a, wè ! wè !



MO AFRITJEN

Nou za matjé anlè zafè mo adan lang matinitjé , ki soti pa bò Lafrik
ki sé an mak ka di sa lang nou yé, ola i sòti .

Nou ka mété dézoutwa dot :

ALALA, BALATA, CHAWA, DÉKAYÉ, FOUFOUN,
GONBO, LAL, LATEN, MAKAK, OUK, PÉTÉ BONM,
SEK, TAKATA, WANON, ZENGA

NOUVEL ANDEWO MATINIK

EQUATEUR

Le pays a voté pour le premier tour de l'élection présidentielle le 7 février dernier. Il faut rappeler qu'en 2017, le candidat de gauche, successeur du président Correa, Lenin Moreno gagnait avec 51% les élections face au banquier de droite Guillermo Lasso. Mais quelques mois après son élection, Moreno reniait tous ses engagements. Il quittait l'ALBA, ralliait l'ultralibéralisme économique et soutenait les USA. Il est allé à faire engager des procédures contre Correa pour le faire condamner. Ceci a entraîné une crise politique et sociale importante en Equateur qui a entraîné un important mouvement populaire. Elle s'est renforcée avec une inepte politique contre la pandémie.

Moreno, totalement impopulaire n'a même pas osé se représenter. L'enjeu des élections était de savoir si le mouvement citoyen « Union pour l'espérance », avec son candidat Andrés Araus, allait pouvoir surmonter le traumatisme de la trahison de Moreno. Araus est arrivé en tête avec un peu plus de 32% des voix. Mais, il faut relativiser puisque son objectif était une victoire au premier tour avec 40% et qu'en 2017 le candidat du mouvement citoyen avait atteint 39% des voix.

Derrière la situation est complexe. Le banquier Lasso a réuni quasiment le même nombre de voix (19,6%) que le candidat présenté comme écologiste ou indigéniste, Yaku Perez (19,2%). Le scrutin était si serré qu'il a été décidé un recomptage partiel des votes. Il n'est pas exclu que ces deux candidats s'allient pour le second tour. Perez avait appelé à voter Lasso en 2017. Une partie du mouvement indigéniste a soutenu Moreno dans son programme libéral il y a un an. Manifestement si Lasso a perdu des votes depuis 2017, c'est au bénéfice de Perez même si celui-ci se dit de gauche et écologiste.

La confusion se renforce quand on constate qu'au contraire de tout ce que les sondages annonçaient, un quatrième candidat, Xavier Herras du parti de la « gauche démocratique »

a fait plus de 15%.

Autrement dit, si la gauche apparaît comme largement majoritaire dans le pays avec plus de 66% des votes, le scrutin du second tour le 11 avril est ouvert pour savoir si l'Equateur rejoindra le camp de la résistance à l'impérialisme ou continuera la politique ultralibérale de Moreno.

HAÏTI

Le pays continue de s'enfoncer dans une crise institutionnelle qui ne fait que renforcer le délabrement de l'économie (sauf pour les grandes familles et les politiciens corrompus) et de la situation sociale (un des taux de misère les plus importants au monde). Déjà, cela fait plusieurs mois que le parlement (2 chambres) ne fonctionne pas faute de renouvellement des postes. Cette situation permet aux voleurs qui sont au pouvoir de ne pas à avoir de rendre de comptes en dépit des rapports de la Cour des Comptes qui les mettent en cause, l'actuel président Jovenel Moïse étant le premier sur la liste. Depuis plusieurs mois, l'absence de toute vie démocratique fait le pays vivre (avec le soutien occidental) à coup de décrets d'un président corrompu.

La crise vient de prendre une nouvelle dimension tenant compte de la divergence d'interprétation sur la date de fin du mandat de l'actuel président. Selon la majorité de l'opposition et même du pouvoir judiciaire, un mandat est de 5 ans et le précédent s'est terminé en 2016. Il devrait donc finir le 7 février 2021. Jovenel Moïse avec l'appui de l'OEA, soutient que NON. Pour lui, il n'a pris ses fonctions qu'en 2017 suite à un scrutin annulé et son mandat doit se terminer le 7 février 2022.

Le pouvoir judiciaire voulait désigner en son sein un président de transition. Moïse a prétendu que c'était un coup d'état et a fait arrêter des dizaines de personnes. Il a pris un décret révoquant des magistrats et nommant de nouveaux. On nage en plein arbitraire.

Comme depuis plus d'un an, de nombreuses manifestations populaires ont lieu, fortement

NOUVEL ANDEWO MATINIK

réprimées par une police déchaînée et des gangs armés à la solde du pouvoir.

Aucun bilan sérieux des morts et blessés n'est dressé.

Le pays de Louverture et de Dessalines continue à vivre une situation chaotique. L'ONU et l'OEA continuent à couvrir un régime corrompu et prédateur totalement éloigné des préoccupations populaires.

Le peuple haïtien résiste et devra trouver les forces suffisantes pour combattre et vaincre cette alliance éhontée des grandes familles, d'une caste corrompue soutenues par les impérialistes et instituer un pouvoir populaire.

LA PANDEMIE DANS LE MONDE

La dernière période a été marquée par l'apparition de divers vaccins permettant de lutter contre la Covid19. Comme l'a dénoncé le président de l'Afrique du Sud, Cyril Ramaphosa, les USA et l'Union Européenne (UE) ont tout simplement monopolisé les commandes sur la quasi-totalité de la production des vaccins. A ce jour, 90% des personnes vaccinées dans le monde sont dans ces deux régions. La présidente de l'UE s'est flattée avec le soutien de Macron d'avoir commandé deux milliards de doses de vaccins pour moins de 500 millions d'habitants. Cela montre l'arrogance et le mépris de ces institutions.

Trois autres pays qui ont fabriqué des vaccins, la Chine, l'Inde et la Russie, commencent à fournir le reste de la planète. Car le projet de l'OMS de fournir des vaccins a toute la planète est encore dans les cartons.

Ainsi, l'Inde a envoyé des vaccins pour la Barbade et la Dominique. Le Venezuela et le Mexique ont annoncé se fournir en Russie et en Chine.

Cette situation illustre l'état de la planète. Ce qui compte, c'est le fric et non pas la santé de la population. Les fabricants de vaccins sont des multinationales qui multiplient leur profits depuis les débuts de la pandémie. Mais sur la planète, il vaut mieux être blanc pour être vacciné vite car même dans les pays, comme les USA, les minorités sont en queue

de peloton.

Il faut noter que Cuba a annoncé mettre au point pour la fin du premier trimestre deux vaccins qu'elle partagera avec les populations démunies.

Par ailleurs, USA, même en version Biden, et UE continue à imputer la responsabilité de l'épidémie à la Chine alors qu'une commission d'enquête de l'OMS est actuellement sur place pour obtenir davantage de clarté.

BIDEN ET L'AMERIQUE DU SUD

Voilà plusieurs semaines que la nouvelle administration étasunienne est en place. Alors qu'elle se flatte de vouloir défaire tout ce que Trump a fait, on constate qu'en politique étrangère, sauf sur le climat et les relations avec les pays de l'UE, on en est loin, surtout pour notre région.

Concernant l'Iran, Biden réclame que ce pays revienne dans l'accord avant que lui-même y revienne et lève les sanctions.

Concernant Cuba, le Nicaragua, le Venezuela, aucune levée de sanctions ou du blocus n'a été faite. Le Secrétaire d'Etat US a déclaré qu'il continuait à reconnaître la marionnette Guaido comme président.

En Haïti, la nouvelle administration a déclaré soutenir le corrompu Jovenel Moïse.

Bref, les USA restent l'Empire comme l'avait appelé José Marti.

SAINT VINCENT ET LES GRENADINES : LA SOUFRIERE EN ACTIVITE

Le Volcan se situant au nord de Saint Vincent est entré en activité au mois de décembre dernier. Un magma est apparu créant un dôme au fond du cratère. De nombreuses missions scientifiques se sont mobilisées et observent le phénomène.

Le premier ministre Ralph Gonsalves a indiqué à la population qu'en l'état il n'était pas question d'évacuer la zone et encore moins la région.

La vigilance et la solidarité s'imposent.

DÉCLARATION

NON AU CRIME PRESQUE PARFAIT !

Le scandale que constitue l'empoisonnement massif de notre peuple avec les pesticides connaît un nouvel aspect avec le processus judiciaire qui est un révélateur de plus du système colonial qui sévit dans notre pays.

L'État français après avoir délivré un permis de tuer durant plus de 20 ans, veut aujourd'hui utiliser son bras judiciaire, au service de ses intérêts, pour consacrer l'impunité aux responsables, coupables et complices, en évitant un procès.

Cette affaire montre une fois de plus les graves violations des droits humains perpétrées dans notre pays à l'égard de notre peuple.

Combien de temps allons-nous nous laisser empoisonner, mépriser, aveugler, tromper, aliéner ?

Après avoir menti sur la toxicité mortelle du chlordécone, l'État français joue un double-jeu pour tout effacer. Après nous avoir servi un cocktail chimique et une soupe de mensonges, les coupables nous servent un dessert de mépris.

L'opacité manifeste dans laquelle se développe son action renforce la thèse de la conspiration organisée et financée par le lobby bananier, avec son statut de privilégié dans une logique économique de recherche du profit pour les gros capitalistes, au mépris des impératifs de santé publique et des intérêts de notre peuple.

Chez les ouvrier.es agricoles, principales victimes des pesticides, ce sont des familles entières qui sont contaminées, qui sont décimées, par diverses maladies non prises en compte comme maladies professionnelles et ne bénéficiant d'aucune attention médicale ou autre aide.

L'image d'un État rassurant et protecteur, d'un État « providence » qui assure la sécurité et la protection de la population, diffusée de manière constante pour imprégner notre imaginaire, doit être définitivement gommée.

Face à l'ampleur du désastre de ce crime sanitaire, social, environnemental, de ce génocide, avec son corollaire de violences et de répression colonialistes, nous devons comprendre que nous ne devons pas être des victimes silencieuses des pesticides et des coupables.

Encore une fois est démontrée la nécessité de la conquête de l'indépendance pour la mise en place d'un État Martiniquais au service du peuple martiniquais.

Renforçons notre mobilisation massive et déterminée pour obtenir la condamnation des coupables qui doivent payer pour leur crime.

Mettons en harmonie nos droits de peuple et nos actions de lutte multiforme.

Ansanm, Ansanm, nou ké pran yo !

Martinique le 2 Février 2021

Pour le PKLS

J.P. ETILE

PALESTINE

Avec les poèmes de palestinien(ne)s, nous poursuivons la publication de paroles qui sont des larmes, de mots qui saignent de la colonisation, de la répression israélienne qui emprisonne, torture, assassine.

Ces vers sont des armes de combat, quand ils se mêlent à la lutte, c'est pour atténuer la douleur, pour panser les blessures. Ces poèmes ne sont pas des pleurs, ce sont des chants du refus de la violence coloniale, des chansons d'es-pérance pour la victoire.

CŒURS-TAMBOURS

Le récit ne sera pas perdu
n'en déplaie aux trafiquants
d'histoire et de temps
Nos cœurs-tambours l'ont confié
aux vents
qui le dispersent avec les graminées
Les abeilles en font leur miel
au milieu des champs de blé
Dans les fournils le pain lève
et la parole avec
Nos cœurs-tambours l'ont confié
aux vents

CŒUR
TAMBOUR



POUR LES ENFANTS DE PALESTINE

Ils sortent des vases et des bas-reliefs antiques
prennent leur élan et s'élancent
Une douleur lancinante les tient éveillés
au creux de la nuit et lorsqu'il s'assoupissent
ils rêvent d'une vie en pleine lumière
Mais chaque aube apporte
la trahison des promesses
Peut-on conquérir l'Eden par le glaive et le feu ?
Dans la main des enfants
les pierres de la colère disent le refus
Et s'il ne restait aucune pierre
les enfants de Palestine souffleraient
dans leurs mains jusqu'à ce que les vents
du désert se lèvent et emportent l'édifice
construit sur le mépris sanglant.



PALESTINE

DANS L'ESPACE DU POÈME

Dans l'espace du poème
le chaos du monde s'ordonne
Une voie se fraie
Une voix se fait entendre
Elle libère l'eau qu'ils ont voulu enchaîner
Elle nomme les villes et les villages
dont ils ont voulu effacer le nom
El Quds Jaffa Nasra Safed
Dans l'espace du poème
les routes de l'exil se croisent
au creux des lits d'harmonie
Dans l'espace du poème
les fils et les filles de Troie
naturellement poètes
naviguent de mot en mot
à la recherche d'une source
dans laquelle délasser
leurs corps et leurs âmes fatigués
Ils ne pourront jeter l'ancre sur l'île
qu'en traversant le temps



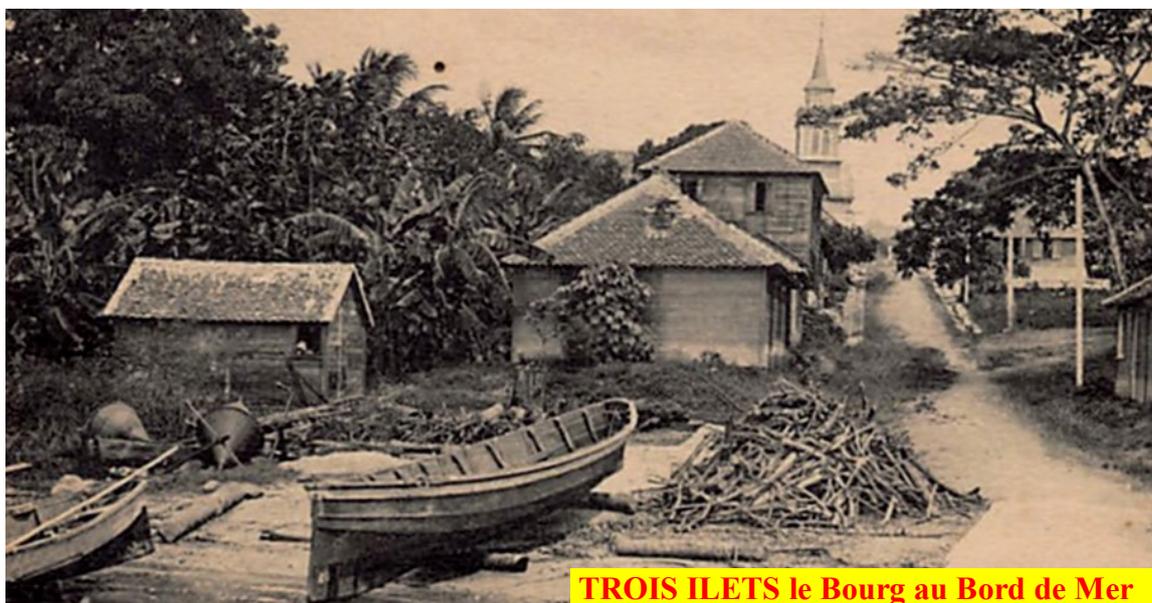
Olivia ELIAS



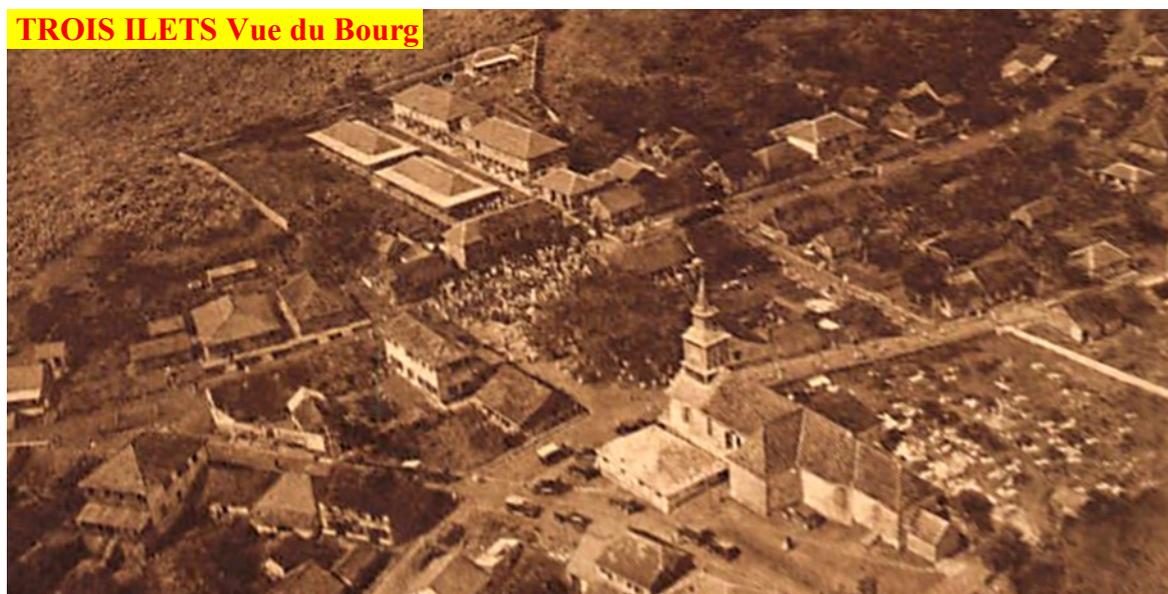
Matinik antan lontan



TROIS ILETS la Rue « PRINCIPALE »



TROIS ILETS le Bourg au Bord de Mer



TROIS ILETS Vue du Bourg

Martinik antan lontan



Pour mémoire nous publions des anciennes pages « une » de PATRIYOT, voici une page de mai 2017

PATRIYOT

PATI KOMINIS POU LENDEPANDANS EK SOSYALIZM (PKLS)

Nouvelle série n° 57



Mai 2017

RESPÉ BA 22 MÉ 22 MÉ SÉ PA LAFÈT!



Graffiti de Robert BÉLÉ-CORAIL, « Hommage aux victimes du peuple martiniquais » placé le 23 mai à Paris de France

**8 MAI 1902
SAINT PIERRE MARTYRISÉ
PAR SON VOLCAN ET...
PAR L'AVEUGLEMENT
D'UNE CLASSE POLITIQUE
ARRIVISTE ET
IRRESPONSABLE**

**Lang matinitjé
ka lianné sé vèb-la**

**LA RÉVOLUTION
CUBAINE
ET LA DÉMOCRATIE**

**LONÈ ÉPI RESPÉ BA
PÈP GIYÀN !**

A consulter sur le Site du PKLS : <http://www.pkls.org>

PATRIYOT
Directeur de publication : J-P ETILE

Dépôt légal : février 2021
P.K.L.S. MARTINIQUE